

N° 79CA du répertoire

N° 99-104/CA du Greffe

Arrêt du 31 octobre 2002

**AFFAIRE : TOMEHO IGNACE**  
C/  
**PREFET DE L'ATLANTIQUE**

La Cour,

Vu la requête introductive d'instance en date à Cotonou du 25 juillet 1999, enregistrée au Greffe de la Cour le 29 juillet 1999, sous le n° 678/GCS par laquelle Maître Germain ADINGNI, pour le compte de TOMEHO Ignace, domicilié au lot 1594 Arbatin II Cotonou, a saisi la Chambre Administrative de la Cour Suprême d'un recours aux fins de correction de la superficie attribuée à ce dernier et d'annulation pour excès de pouvoir du permis d'habiter n° 2/322 du 20 octobre 1995 délivré par le Préfet de l'Atlantique au sieur ZOHOUN Bienvenu ;

Vu le mémoire ampliatif en date du 24 décembre 1999 et les pièces produites par le requérant ;

Vu la lettre n° 0810/GCS en date du 28 mars 2000 par laquelle communication a été faite au Préfet de l'Atlantique de la requête introductive d'instance, du mémoire ampliatif et des pièces ;

Vu la mise en demeure adressée à l'Administration par lettre n° 1605/GCS en date du 29 juin 2000 ;

Vu la consignation légale constatée par reçu n° 1574 du 02 septembre 1999 ;

Vu l'Ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966 organisant la procédure devant la Cour Suprême, remise en vigueur par la Loi n° 90-012 du 1<sup>er</sup> juin 1990 ;

Vu toutes les pièces du dossier ;

Où le Conseiller Jérôme O. ASSOGBA en son rapport ;



Notée aux parties 1-234+165 due 318103 - 3332/665 du 30/10/2005  
RG-CS L/m 03331/665 du 30/10/2005

7/11/05 N. G.



Où l'Avocat Général YIMBERE-DANSOU Clémence

Après en avoir délibéré conformément à la loi :

## EN LA FORME

### Sur la Recevabilité

Considérant que l'article 68 de l'ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966 portant composition, organisation, fonctionnement et attributions de la Cour Suprême, remise en vigueur par la loi n° 90-012 du 1<sup>er</sup> juin 1990 dispose ;

Article 68 : « Le délai de recours pour excès de pouvoir est de deux (02) mois. Ce délai court de la date de publication de la décision attaquée ou de la date de notification ;

Avant de se pourvoir contre décision individuelle, les intéressés doivent présenter un recours hiérarchique ou gracieux tendant à faire rapporter ladite décision ;

Le silence gardé plus de deux mois par l'autorité compétente sur le recours hiérarchique ou gracieux vaut décision de rejet ;

Les intéressés disposent, pour se pourvoir contre cette décision implicite d'un délai de deux (02) mois à compter du jour de l'expiration de la période de deux mois susmentionnée. Néanmoins, lorsqu'une décision explicite de rejet intervient dans ce délai de deux mois, elle fait à nouveau courir le délai de pourvoi ;

Les délais prévus pour introduire le recours ne commencent à courir que du jour de la notification de la décision de rejet du recours gracieux ou à l'expiration du délai de deux mois prévus à l'alinéa précédent ;

Toutes les communications de pièces ont lieu sans frais par la voie administrative à la diligence du greffier de la Cour Suprême » ;

Considérant qu'il ressort du dossier :

Que le lotissement de la zone de Fidjrossé par l'Administration, objet de contestation par le sieur TOMÉHO Ignace date de la période 1986-1988 ;

Que le permis d'habiter attaqué par le sieur Bienvenu sur la parcelle réclamée par le requérant l'a été en 1995 ;

Que ce dernier a saisi le Préfet du Département de l'Atlantique d'un premier recours gracieux le 1<sup>er</sup> octobre 1992 et d'un second le 03 avril 1997 pour se voir attribuer ladite parcelle alors que l'article 68 sus-cité lui impose en seul recours administratif préalable ;

Que par ailleurs son recours contentieux a été enregistré au greffe de la Cour le 29 juillet 1999, soit plus de six (06) ans après le premier recours gracieux et plus de deux ans après le second ;

Qu'en tout état de cause, la saisine de la Cour dans les circonstances sus-citées par le requérant est hors délai et encourt la forclusion ;

Qu'en conséquence il y a lieu de déclarer irrecevable le recours du sieur TOMÉHO Ignace ;

## PAR CES MOTIFS

## DECIDE

Article 1<sup>er</sup> : Le recours en annulation pour excès de pouvoir en date du 23 juillet 1999 du sieur TOMÉHO Ignace contre le permis d'habiter n° 2/322 du 20 octobre 1995 délivré par le Préfet du Département de l'Atlantique au sieur ZOHOUN Bienvenu est irrecevable.

Article 2 : les dépens sont mis à la charge du requérant.

Article 3 : Notification du présent arrêt sera faite aux parties et au Procureur Général près la Cour Suprême.

Ainsi fait et délibéré par la Cour Suprême (Chambre Administrative) composée de Messieurs :

**ASSOGBA Olaitan Jérôme**, Conseiller à la Chambre Administrative,

**PRESIDENT**;





Joachim G. AKPAKA  
et  
Eliane PADONOU

CONSEILLERS.

Et prononcé à l'audience publique du jeudi trente et un octobre deux mille deux, la chambre étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

Clémence YIMBERE-DANSOU,

MINISTRE PUBLIC,

Et de Maître Irène Olga AÏTCHEDJI

GREFFIER.

Et ont signé

Le Président-Rapporteur,

Le Greffier,

EE = 2000 / 14000  
P = 2000

Enregistré à Cotonou le 27/06/05  
F° 53. C. 2887-3  
Regu Gaudin mille deux.

L'inspecteur de l'enregistrement

*[Signature]*

Antoinette L. AGO

